

## AUDIOVISUEL EN ALGÉRIE

## La longue marche vers l'ouverture

1- Quoi qu'on en pense, l'idée de l'ouverture de l'audiovisuel en Algérie est relativement ancienne.

Son apparition, comme hypothèse de travail et perspective, remonte au début des années 90, dans le sillage de la nouvelle Constitution de 1989 et de l'avènement du pluralisme dans la presse écrite instauré par la loi sur l'information d'avril 1990.

Si elle n'a pas été clairement formulée, en tant que possibilité légale offerte à l'initiative privée de mettre en service des radios et des télévisions indépendantes, elle n'en a pas moins été envisagée, en filigrane, dans le nouveau dispositif en tant qu'objectif réalisable à terme, sans que cela eût été, il est vrai, précisé par des indications renseignant sur les intentions du législateur quant aux principes, aux modalités et aux délais de sa mise en œuvre ultérieure.

La seule supposition autorisée par les rédacteurs de la loi 1990 laissait entendre que la réforme des médias devait englober à la fois la presse écrite et l'audiovisuel, une éventualité confirmée par la suppression du ministère de l'Information de l'organigramme du gouvernement et la mise en place, pour y suppléer, de deux institutions d'encadrement et de régulation, le Conseil supérieur de l'information et le Conseil national de l'audiovisuel qui disparaîtront, rapidement, après l'ajournement du projet, le pouvoir exécutif jugeant qu'il n'était pas prêt à renoncer, de cette façon, et à ce moment, à des organismes considérés comme stratégiques dans sa relation avec la société.

On imagine bien que dans un système de gouvernance marqué par trois décennies d'unité de pensée, d'organisation, de direction et d'action, une telle perspective, même théorique et plus ou moins lointaine, revêtait le caractère d'une révolution qui allait bouleverser le paysage médiatique national, déjà substantiellement modifié par les nouvelles technologies de la communication qui ont imposé, lors de la guerre du Golfe, un monde globalisé dominé par l'empire de l'image instantanée et orientée, une forme d'ouverture sur l'extérieur concédée par la force et malgré soi.

2 - Même s'il avait été, momentanément, reporté sous la pression d'un rapport de force instable entre partisans et adversaires de l'ouverture intérieure, le fait, en lui-même, n'en a pas moins constitué le point d'aboutissement et d'amorce d'une succession de phases de maturation qui permirent et permettront la cristallisation de ses principaux éléments constitutifs pour en arriver au stade où le processus en est aujourd'hui.

Malgré les apparences et certains préjugés qui présentent la radiotélévision publique algérienne comme un phénomène monolithique antédiluvien,

il faut rendre justice à cet important organisme et lui reconnaître le mérite d'avoir d'abord assuré, sans heurts et avec des moyens dérisoires, la relève de la radiotélévision coloniale et, ensuite, d'avoir, grâce à un effort d'équipement et à des choix techniques précurseurs, comme la colorisation, la diffusion par satellite et la numérisation, proposé une offre de programmes globalement correcte jusqu'à la restructuration intervenue en 1986.

Il faut rappeler que la Radiotélévision algérienne qui était membre du conseil d'administration de l'UER, électeur et éligible, se classait, dans les années 70, parmi les dix premiers organismes méditerranéens, principalement, en raison de l'intérêt qu'elle avait très tôt accordé au service public, concrétisé, bien qu'imparfait et non dénué de calculs politiques, à travers une grille d'émissions destinées à un très large éventail de segments de téléspectateurs, conformément à un cahier des charges dont certaines têtes de chapitres étaient contenues dans l'ordonnance de 1967 portant création de la RTA.

Lorsque celle-ci put atteindre son rythme de croisière, au terme de lourds investissements inscrits dans deux plans quadriennaux successifs, qui ont, malheureusement,

fait l'impasse, de façon inexplicable, sur l'extension des infrastructures de production, en particulier les studios hérités de la période de l'occupation, ses dirigeants, dans un souci d'élargir l'offre des programmes à une société algérienne de plus en plus diversifiée, avaient proposé en 1982, le lancement d'une deuxième chaîne TV dont l'étude avait été finalisée, au moyen d'une ingénierie nationale, prête à être mise en œuvre. Mais sans succès et pour des motifs demeurés secrets, ce projet fut remis dans ses cartons.

Un échec qui s'ajoutera à ceux essuyés par deux autres tentatives de décentraliser le paysage audiovisuel national, en premier lieu, par l'association avec Malte, au début des années 80, dans un projet d'émission de programmes communs à partir de l'île, une expérimentation qui ne tint la route que très peu de temps, et en second lieu, par l'essai de mettre en place, après la restructuration de la RTA, d'un partenariat, certes, discutable au plan du principe, entre l'ANEP, l'ENTV et Canal +, devant aboutir au lancement d'un Canal- Horizon-Algérie, comme ce fut le cas en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Cameroun et ainsi que cela se produisit, dans un autre cadre, au Maroc, à l'issue de l'accord passé entre la RTM et la Sofirad qui donnèrent naissance aux sociétés mixtes de la 2M et de Médi1.

La voie choisie par les pouvoirs publics algériens fut tout autre, aussi bien pour la radio que pour la télévision, au moment charnière que représenta, en 1986, la création de 4 entreprises séparées ; deux supports de diffusion, l'ENTV et l'ENRS, un support de production, l'ENPA, et un support de radio télédiffusion, l'ENTD, une façon de remettre à plus tard une ouverture qui sera encore plus compliquée, hypothéquée par la montée du radicalisme islamiste et de son excroissance armée.

C'est pourquoi, en lieu et place de la libéralisation tant espérée, on assista à une duplication des organismes existants, la radio nationale se déclinant en autant de stations locales que de wilayas, alors qu'initialement,

il n'était question, dans le premier schéma adopté par le gouvernement d'alors, que de six grandes radios régionales recoupant les principales aires géoculturelles du pays, la télévision, donnant, quant à elle, naissance, en 20 ans, à quatre clones sans statut et sans identité, obligés d'émarger aux mêmes ressources financières, aux mêmes moyens matériels et infrastructurels que la maison-mère, grevée par un volumineux portefeuille de dettes et d'importants dysfonctionnements managériaux, des retards technologiques considérables, une crise de contenus et des difficultés de financement d'origine publique, palliés,

il est vrai, jusqu'à nouvel ordre, par l'exploitation de fructueux gisements publicitaires institutionnels et privés.

La seule mesure de desserrement à laquelle les pouvoirs publics en charge du secteur sacrifièrent fut l'agrément accordé, en 1995-96, aux sociétés de production privées, habilitées à approvisionner la grille de différentes chaînes par le biais d'une production dite déléguée ou exécutive ; une brèche dans laquelle s'engouffrèrent une multitude d'opérateurs, certains au professionnalisme avéré et beaucoup d'autres dépourvus de la compétence requise, ce qui fit périlcliter, davantage, le niveau de prestations d'une EPTV, déjà fortement concurrencée par les chaînes françaises et du Golfe, et saignée par dix ans de terrorisme qui faucha la vie d'une cinquantaine de ses journalistes et fit partir le plus clair de ses effectifs vers d'autres horizons.

C'est sur ces entrefaites qu'intervint la publication de la directive présidentielle n° 17, inspirée par le souci de débureaucratiser la gestion de l'ouverture et plus généralement de refonder le système de la communication.

Il s'agissait, dans l'esprit des rédacteurs de cette directive, de faire réhabiliter le service public et d'établir, concrètement, les

conditions de l'indépendance des médias étatiques vis-à-vis de l'exécutif, la direction politique de l'époque ayant considéré que les transformations, introduites dans le mode de gouvernance, seraient incomplètes sans une démocratisation de l'organisation et du fonctionnement des médias audiovisuels placés sous son autorité.

Il résultera de cette approche nouvelle de la problématique de l'ouverture, une batterie de textes audacieux conformes aux standards internationaux : un projet de loi-cadre et trois projets de lois dérivés indissociables : un sur l'audiovisuel, un autre sur la publicité et un dernier sur le sondage qui ont, en 1997/1998, servi de matrice à toutes les relances qui s'ensuivirent.

Mais passé les premiers moments d'effervescence, la directive buta sur un mur d'hésitations.

En vérité, certaines de ces hésitations n'étaient pas infondées, du point de vue de ceux qui conseillaient la prudence.

Ces hésitations qui dissuadèrent les décideurs de franchir le Rubicon tenaient surtout à la nature et aux formes dans lesquelles de nombreuses opérations d'ouverture virent le jour, ailleurs.

Si elles n'étaient pas carrément contre-faites et vidées de leur sens originel, donnant lieu à des simulacres de libéralisation profitant, dans la majeure partie des cas, aux oligarchies, aux dynasties familiales et aux brasseurs d'argent sale en place, comme en Afrique subsaharienne ou au Maghreb, elles débouchèrent au Proche-Orient, par exemple, à l'émergence de paysages audiovisuels atomisés à dominance communautariste et religieuse, ce qui dénatuira, intrinsèquement, les vertus de l'objectif premier.

Certains pays de l'Afrique de l'Ouest qui ont réussi leur examen de passage, dans un premier temps, en installant des instances indépendantes et en mettant au service des radios et des TV associatives et du genre avec, pour cibles les secteurs invisibles et inaudibles de la société, ont dû rapidement déchanter puisque les pouvoirs dits démocratiques qui les avaient parrainés ont, tôt, fait de les détourner et de les replacer sous leur contrôle comme au Sénégal.

D'autres raisons dissuasives, liées celles-là à la crise de l'audiovisuel public européen au début des années 2000, ont conforté, dans leurs positions, les partisans de l'ajournement de l'ouverture en Algérie.

En considérant le risque de privatisation auquel furent confrontés certains groupes audiovisuels publics comme FranceTélévisions qui avait failli être cédée, à travers un de ses démembrements, à des concurrents, n'était-ce l'intervention des plus hautes autorités de l'Etat pour l'éviter, ils avaient obtenu de différer l'échéance, motivés aussi par d'autres considérations renvoyant à leur volonté de conserver leurs positions dans les centres névralgiques de décision. Les directives de l'Union européenne édictées pour sauvegarder le service public en incitant à des réformes financières et managériales draconiennes, comparables à celles qui fondèrent l'excellence de la BBC-TV et de ZDF, levèrent très vite les justifications de ces réserves.

Il arriva, de surcroît, un moment où le long cheminement de l'idée, les atermoiements, les louvoiements et les contre-feux qui en ralentirent le parcours, devaient inévitablement céder le pas à une décision réfléchie et courageuse, hâtée par deux événements de taille : les révoltes survenues dans certains pays arabes qui transformèrent, fondamentalement, le rapport à la liberté d'expression et des médias audiovisuels et puis, dans cette trajectoire, un de ses effets collatéraux, l'apparition de chaînes de télévision algériennes privées de statut étranger, un tournant décisif qui changea la donne, du tout au tout, et reposa la question, sous un autre jour.

Après une longue maturation, suivie donc de l'impact conjugué de facteurs endogènes et exogènes qui ont fait leur œuvre, les autorités algériennes, au plus haut

Par Badr' Eddine Mili \*



niveau, firent de l'ouverture de l'audiovisuel un des volets essentiels des réformes politiques préconisées, en avril 2011, pour changer, ainsi que proclamé, le mode de gouvernance dans notre pays.

3 - Les projets de texte, proposés depuis 1997 et jusque-là, à la discussion, ont eu le mérite de définir une philosophie et une approche qui prennent en compte la nécessaire perspective de l'économie de marché, l'initiative privée et l'ouverture sur le monde.

Ils privilégièrent une conception normative plutôt qu'une conception programmatique, laissant au domaine réglementaire le soin de déterminer les stratégies publiques en la matière.

Les autorités, en charge de la question, attendent de la promulgation de ces textes une impulsion aux investissements privés dans l'industrie audiovisuelle, se réservant le droit de consolider le secteur public et de baliser les activités de la communication audiovisuelle, au moyen d'une régulation organisée, dans le cadre d'une autorité, aux attributions très détaillées, faites pour réduire toute marge d'interprétation ou de détournement préjudiciable à la cohérence de la construction d'ensemble.

L'intérêt de la rencontre d'aujourd'hui et des débats auxquels elle donnera, certainement, lieu sera de dégager les éclairages suffisants pour enrichir les démarches en cours et surtout fournir au législateur des éléments de réponse à plusieurs questionnements relatifs à l'envergure de l'ouverture, aux types de services autorisés, aux balises prudentielles économiques, technologiques et de contenu, mais aussi à la réforme du secteur public dans son organisation, son management, son financement, de sorte que celui-ci réponde, plus efficacement, et dans un environnement concurrentiel, à ses obligations de service public, sans omettre les questions essentielles de la publicité et du sondage qui doivent, impérativement, prendre place, sous forme de lois, à part entière, dans l'architecture générale de la nouvelle organisation du secteur, ainsi que cela est prévu par le texte fondamental adopté par le Parlement en 2011.

En tout état de cause, ce seront la pondération, la maîtrise et la progressivité dans l'action qui garantiront la réussite de cette importante réforme qui fera éviter à notre pays les dérives enregistrées par des expériences étrangères similaires.

Et si la volonté politique des institutions exécutives et la clairvoyance des institutions délibérantes arrivent à s'exprimer, en phase avec la société et tous les acteurs concernés, on pourra s'attendre, en toute logique, à ce que le projet soit couronné par un succès attendu depuis 22 ans.

B. M.

**Ancien directeur de l'audiovisuel  
au ministère de la Communication  
et de la Culture**